

LE RAPPORT ANDRIEU: ÉCOLE «OUVERTE», LAÏCITÉ TRAHIE...

Un nouveau gouvernement, un nouveau Ministre de l'Éducation Nationale... une autre politique pour l'école, rendant toute sa place à la laïcité?

Bien entendu, nous ne sommes pas dupes, et nous sommes convaincus que s'il reste encore quelques laïques, qui, malgré tout, s'efforcent de croire que Lionel JOSPIN est une garantie pour la laïcité, ils déchanteront bien vite.

Pendant la campagne électorale, non seulement la laïcité a été la grande absente, mais toutes les assurances ont été données par les hommes aujourd'hui au pouvoir, que rien ne serait fait qui pourrait troubler le consensus réalisé contre la laïcité et la séparation des églises et de l'État, consensus dont une des pièces maîtresses reste l'approbation par toutes les composantes du C.E.S (sauf le groupe C.G.T.F.O.) du rapport ANDRIEU.

Le 17 décembre 1987, les évêques français publient une déclaration indiquant que *«dans le débat démocratique, l'Église, communauté de ceux qui croient en Jésus-Christ, apporte son concours à une société qui a plus que jamais besoin de toutes ses composantes. Ainsi doit être comprise une laïcité pour notre temps. Dans une recherche commune, l'Église est prête à fournir sa contribution originale»*.

Plus récemment, le 3 février 1988, dans le *«Quotidien de Paris»*, le père CLOUPET, secrétaire général de l'enseignement catholique, explique:

«Notre mission chrétienne se définit essentiellement comme la mise en place de communautés éducatives qui manifestent par leur organisation institutionnelle les objectifs privilégiés, les choix pédagogiques, un sens de l'homme, une vision du monde, en référence à l'Évangile... il me paraît important que soit, non seulement respecté, mais voulu, un pluralisme des personnes et des institutions...».

Ils auraient tort de se gêner, tant ils trouvent de collaboration, de compréhension, de complicité, parmi ceux qui osent encore se prétendre laïques.

C'est ainsi que Monsieur Jean ANDRIEU (1) a présenté les 13 et 14 octobre 1987, au *Conseil économique et social*, un rapport sur *«les perspectives de l'évolution des rapports de l'école et du monde économique face à la nouvelle révolution industrielle»*.

Les propositions pratiques de ce rapport découlent d'une idée centrale que nous connaissons bien: la laïcité, c'est dépassé, archaïque. La conception laïque traditionnelle de l'école (donc son indépendance) ne correspond plus pour combattre l'échec scolaire et situer nos entreprises au niveau de compétitivité nécessaire en prévision de 1992.

Il faut donc dépasser les clivages surannés. C'est ce que nous propose Jean ANDRIEU en écrivant notamment dans son rapport:

«L'École publique/école privée, le débat habite le siècle et fatalement alors s'avilit dans un mutuel sectarisme. On ne contera pas ici la longue suite des invectives et des suspicions qui a alimenté des décennies de disputes. Au lendemain de la Libération, les forces républicaines et laïques ne peuvent

oublier l'assaut des séductions de l'Église de France en direction du gouvernement de VICHY. Le rêve de l'école unique déborde largement la stricte résorption des filières ségréguées et les engagements du Comité national d'action laïque, que nous avons souvent démasqués dans ce journal depuis 1949, viennent rappeler à chacun que l'unification du système éducatif reste au cœur de la bataille politique!

La distance que nous permet ici la réflexion nous autorisera sans doute à quelques enjambées. Lorsque Michel Debré en 1959 fait voter la loi que l'on sait, ce n'est plus de remise en cause de la République qu'il s'agit, mais d'une manière, à l'évidence complaisante, de répondre certes aux attentes d'un certain électorat, mais aussi de prendre en compte la notion de «libre choix des familles» en regard d'un dualisme scolaire bien réel!

La «liberté», que l'on brandit de part et d'autre, n'a pas fini d'engendrer son syndrome. De politique, le débat devient ouvertement idéologique même s'il n'avait cessé confusément de l'être tout au long des décennies écoulées. Or, étrangement, il devient idéologique, à contre-temps tout au moins, pour l'opinion publique. Certes, l'Église réaffirme très clairement son attachement à l'école catholique mais c'est au moment où 70% des élèves fréquentent pour de tout autres raisons, celles-là mêmes que font naître les difficultés observées dans le service public, les verdicts sans appel des décisions d'orientation, les commodités mêmes de la vie quotidienne... Étrange et singulier écart en vérité que ne souligneront, au plus fort de la «bataille scolaire», que ceux qui ont préféré les enseignements du terrain de la France profonde aux a priori indociles des mandats impérieux des grandes forces en présence.

La période 1981-1984 méritera en matière scolaire un œil attentif de l'historien. Pour l'heure, force est de constater que le pragmatisme a eu raison de l'affrontement idéologique, même si les plus entiers le déplorent encore, même si les plus sincères en sont toujours meurtris! Les grandes manifestations du printemps 1984 sont, par-delà tous les camps, venus dire non à l'enfermement quel qu'il soit. Il faudrait ici pouvoir dire sans susciter d'outrance nouvelle que les réponses sont désormais plurielles dans une société qu'a accoutumée au pluralisme l'espace de liberté offert à tous, cent ans durant, par le service public de l'Éducation nationale.

Le difficile mais exigeant équilibre auquel le pays est parvenu reste un bien précieux qui emporte pour l'essentiel l'adhésion d'une large majorité de l'opinion. La recherche d'un point d'équilibre à laquelle ont été consacrés tant et tant d'efforts et de peines a sans doute déconcerté bon nombre d'impatiences».

Cette longue citation résume la thèse que défendent depuis de nombreuses années les partisans de la laïcité ouverte: l'école publique laïque et l'école privée sont mises sur le même plan, elles sont nécessaires autant l'une que l'autre. Elles sont complémentaires. Il faut dépasser les sectarismes mutuels. Il faut refuser l'enfermement d'où qu'il vienne. Déjà dans son ouvrage *Vous avez dit laïque* (1979), Jean ANDRIEU mettait un signe égal entre la foi et la raison!!!! C'est à partir de ces idées que se mettent en place la gestion tripartite, les communautés éducatives, les projets pédagogiques propres, l'équipe éducative, les conseils d'écoles.

Le rapport préconise un renforcement du lien entreprise-école, une participation accrue des partenaires du monde économique et social.

Lorsqu'il se prononce pour une école différentielle comment ne pas y voir une attaque directe contre les diplômes nationaux et contre l'égalité devant le droit à l'instruction?

Il est également très significatif de prendre connaissance des explications de vote des différents groupes sur ce rapport, qui l'ont tous approuvé, sauf la C.G.T.F.O.

- Les agriculteurs tout à fait désireux de l'affirmation d'un consensus sur l'école... et d'une participation accrue des parents et des professionnels dans l'orientation et les structures d'enseignements.

- Le groupe des associations pour qui l'ouverture de l'école sur son environnement économique et social, appelle un partenariat... à part entière avec les familles, et avec les associations du secteur éducatif.

- Le C.N.P.F., bien sûr, pour qui cet avis est le plus important émis par le conseil depuis des années... puisqu'il dépasse les luttes passées et veut oublier les préjugés..., et qui veut faire de l'entreprise un partenaire à part entière.

- La CFDT à qui il apparaît important, sur le thème de l'école et la formation, après les tensions et les clivages exacerbés... de vérifier qu'un accord sur les orientations importantes est possible.

- La C.G.T. s'abstiendra, parce que le projet d'avis soulève de véritables questions et dégage des pistes de réflexions intéressantes. L'avis soulève à juste titre les problèmes posés par l'échec scolaire et la nécessité de politiques volontaristes... Il faut réviser en hausse le projet de budget de l'Éducation nationale pour 1988... Il faut une participation de tous à la définition des besoins et des moyens. Notre abstention se veut un élément pour l'ouverture de ce débat.

- La F.E.N. a voté pour! En expliquant au passage son opposition au paragraphe traitant de la paix scolaire, en rappelant son opposition à la récente loi sur l'apprentissage, mais en notant que le projet d'avis propose quelques orientations essentielles qu'il est important de soutenir, la FEN vote pour parce qu'elle prend en compte les objectifs globaux ambitieux du rapport ???!!

Seul, rappelons-le, le groupe F.O. a voté contre. C'est une position qui non seulement mérite d'être soulignée, mais qui prend toute sa valeur dans une période qui, malgré les péripéties électorales, est dominée par la cohabitation et la recherche à tout prix du consensus.

Tous les grands problèmes du moment étant interdependants et leurs solutions soumises aux impératifs d'une crise économique majeure, il serait puéril de penser que le rapport ANDRIEU n'a aucun lien avec la situation politique générale, et enfantin de croire que c'est par volonté unitaire, dans l'intérêt de la classe ouvrière, que les partisans de la recomposition syndicale s'activent... et votent ensemble au Conseil économique et social, un texte d'orientation politique qui concentre les attaques contre l'école publique laïque.

Pour la défense efficace de l'école laïque, pour la reconquête d'une séparation effective des églises et de l'État, ce sont les organisations composantes du C.N.A.L. qui sont, non seulement dépassées, mais dangereuses.

C'est pourquoi nous saluons le nouveau départ de la «*Fédération des Cercles de Défense Laïque*», et les décisions prises par son bureau national pour réorganiser le combat laïque.

Parmi toutes les tâches nombreuses, qui sont les nôtres, le soutien actif à la F.C.D.L. doit être considéré comme une des plus importantes. Réunir dans chaque département les cercles en sommeil, prendre des dispositions pour les faire fonctionner régulièrement, en constituer de nouveaux, abonner les militants au journal «*Laïcité*», devient pour chacun d'entre nous un impératif.

J. SALAMERO.

Pour l'instant, c'est des trombines de socialos qu'ils [les ratichons] se sont fabriquées: oh, leur socialisme chrétien n'a pas poussé en une nuit, kif-kif une vesse-de-loup.

Il a mijoté quinze ans dans l'œuf, s'infiltrant doucement partout où y avait mèche. On rigolait des empapaoutés des cercles catholiques, ne se figurant pas que ça ferait des petits.

Mais voilà, les ratichons ont pour eux le temps et la patience: c'est pas sur les hommes, c'est sur les générations qu'ils agissent.

Émile Pouget «le Père Peinard», 27 mars 1892.

Les actes du magistère pèsent toujours avec force sur les événements humains. Lorsqu'ils n'agissent pas immédiatement, ils préparent. Tôt ou tard, la semence lève, et les obstacles sont abattus. Le malentendu vient de ce que la durée ne se mesure pas, ici et là, au même rythme: les hommes comptent par années, les États par décennies, l'Église éternelle domine les siècles.

Georges Viance, «la Fédération nationale catholique», Flammarion, 1930.

«L'ÉGLISE ET LA CLASSE OUVRIÈRE: L'ACTION CATHOLIQUE ET LA CFDT», DE DENIS PARICAU

Encore un qui voit des curés partout!, doivent grincer les idéologues bien-pensants du syndicalisme crétinisé en voie de recomposition. Basta! on ne fera jamais assez d'anticléricisme primaire! Et on ne fera jamais trop d'anticléricisme du niveau proposé par Denis Parigaux (1).

Parmi les militants se réclamant - à tort ou à raison - de l'anarcho-syndicalisme ou du syndicalisme révolutionnaire, il est remarquable que tous ceux appartenant à la CGT reconnaissent qu'elle est contrôlée par des stalinien, que tous ceux appartenant à la CGTFO reconnaissent qu'elle est contrôlée par des réformistes (pourvu que ça dure!!!), alors qu'une proportion très et trop importante de ceux appartenant à la CFDT refuse de reconnaître qu'elle est contrôlée par des cléricaux modernistes, des réformateurs pieux.

UN EXAMEN HISTORIQUE ET ORGANIQUE:

Non seulement cette obstination à nier les évidences doit être vigoureusement combattue, mais elle constitue certainement - pour ceux qui sont sincères, s'il en existe - une preuve surabondante de la réussite de l'opération décrite par Parigaux, documents à l'appui. Et quels documents! on aimerait en avoir à portée de la main ne serait-ce que la moitié!

Partant de la «*bénédictio*» donnée à Edmond Maire par le père jésuite J.Y. Clavez, dans *La Croix* du 17 mars 1986, l'auteur précise: «*Afin d'éclairer nos camarades sur l'extrême faveur dont jouit la CFDT auprès des autorités ecclésiastiques, et pour tous ceux qui croient encore que «malgré tout» elle n'est pas directement inspirée et dirigée par elles, nous allons montrer à l'aide de documents publics, et par conséquent à la portée de tous, comment s'articulent les rouages de la «mission» de l'Église dans le monde ouvrier, depuis les évêques jusqu'aux organisations comme l'ACO, la JOC et la CFDT, en passant par quelques organismes spécialisés confiés à des équipes de prêtres et de religieux. Notre examen sera à la fois historique et organique. Autrement dit, il étudiera les structures non pas telles qu'elles sont aujourd'hui, dans leur logique actuelle, mais dans le déroulement de leur croissance et dans leur évolution, seule méthode pour comprendre un certain nombre d'événements: par exemple, comment a eu lieu la transformation de la CFTC en CFDT et finalement le maintien de la CFTC*» (2).

Depuis le dix-neuvième siècle un des soucis de l'Église fut la «*reconquête du monde ouvrier*» et, en parallèle, pour la France, la «*reconquête*» de la République, toutes deux mises en chantier par Léon XIII dans les encycliques de 1891 et 1892.

Deux solides points d'appui furent construits au début du vingtième siècle: l'*Action populaire* des jésuites et *La Chronique sociale de France* rapidement liée aux *Semaines sociales* organisées tous les ans et dont les conférences étaient publiées et largement diffusées (3). Dans le même temps, l'*Action catholique* s'organisait, puis, vers la fin des années 20, éclatait en mouvements d'adultes et de jeunes recrutés par «*milieu*»: ouvriers, étudiants, agriculteurs, marins, professions libérales.

La CFTC naissait en 1919 et s'engageait déjà dans un processus de déconfessionalisation qui allait prendre presque un demi-siècle. On ne rappellera jamais assez ce qu'avait pressenti Emile Pouget quand il écrivait dans *Le Père Peinard* en 1892: Les ratichons ont pour eux le temps et la patience: c'est pas sur les hommes, c'est sur les générations qu'ils agissent.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'*Action catholique* connut une crise de restructuration. Même si certains de leurs militants avaient participé à la résistance, les mouvements avaient été reconnus officiellement par le gouvernement de Vichy. Et, par exemple, le *Mouvement Populaire des Familles* (MPF), issu de la LOC-LOCF, elles-mêmes prolongements de la JOC-JOCF, avait activement pris part au fonctionnement des comités sociaux de la Charte du Travail.

(1) Denis PARIGAU, *L'Église et la classe ouvrière: l'Action catholique et la CFDT, le sens d'un engagement*, Séléo, Paris, 186 pp.

(2) op. cit., 15.

(3) Tombées en désuétude au cours des années 70, les *Semaines sociales* ont été réactivées en 1987.

En outre: «*La guerre froide avait troublé le compromis historique qui avait bien arrangé l'Église et les stalinien au lendemain de la Libération. Mais malgré les tiraillements que provoquait la tension internationale, l'Église entendait bien persister dans cette orientation, mais elle voulait la contrôler et ne pas en laisser l'initiative à des minorités bruyantes qui se laissaient trop souvent entraîner au-delà de sa propre volonté politique et risquaient ainsi de la compromettre*» (4).

L'autogestion (le principe de subsidiarité) c'est bien, mais au bout des bouts c'est toujours le «*magistère romain*» qui décide quelles sont les bonnes intentions devant paver le chemin de l'enfer.

PLANIFICATION DÉMOCRATIQUE ET CORPORATISME:

Côté «*syndical*», les groupes Reconstruction, fondés en 1946 et dont le SGEN (Paul Vignaux) fut un des fers de lance, entreprenaient le travail de fraction qui devait parachever la «*déconfessionnalisation*» de la CFTC. Ils l'accomplissaient en progressant sur plusieurs fronts, en menant de pair action politique et action idéologique.

Un des axes de cette action idéologique fut la «*planification démocratique*», titre du rapport présenté au congrès CFTC de 1959 par Gilbert Declercq, responsable de l'union départementale de Loire-Atlantique.

Cette idée, ce «*projet*» désigné par l'expression «*planification démocratique*» a une bien intéressante histoire. La revue *Économie et Humanisme* publia en 1958 un numéro spécial sur la «*démocratie économique*» (encore une formulation piégée) contenant une étude intitulée *Principes d'une planification démocratique*.

Fondée au début de 1942 par le dominicain Louis-Joseph Lebreton (qui en avait toujours la direction en 1958), *Économie et Humanisme* - revue et association - était dotée d'un conseil de direction dont le vice-président se nommait François Perroux, économiste favorable au corporatisme et fervent partisan du régime de Vichy (5).

Proposant un «*ordre communautaire*», *Économie et Humanisme* se manifesta activement lors des journées corporatistes du Mont-Dore (10-14 avril, puis 16-23 septembre 1943) organisées par le cabinet du maréchal Pétain avec le plein accord de Pierre Laval. Le texte adopté par cette docte assemblée sous le titre *Vers la révolution communautaire* reprend les grandes idées suggérées par le révérend père Lebreton dans *Économie et Humanisme*.

L'association et sa revue survécurent au chamboulement de la Libération - de même que le quotidien *la Croix* -, mais l'ordre communautaire et le corporatisme ne pouvaient plus décemment être proposés sous le même habillage langagier.

Qu'importe l'étiquette, pourvu que le flacon contienne la même marchandise! Excellent laboratoire en matière de vocabulaire, l'officine dominicaine prit le temps qu'il fallait pour relancer le produit en le nommant désormais «*planification démocratique*».

Aussi la *Revue de l'Action populaire* dirigée par les jésuites commentait le rapport de Gilbert Declercq en ces termes: «*Les perspectives y sont assez générales: les uns pourront y voir l'aboutissement de recherches antérieures dans le sens d'une organisation de la profession à partir de laquelle la doctrine sociale chrétienne entend contester et dépasser le capitalisme libéral; les autres y voient les grandes lignes du socialisme démocratique*» (6).

(4) op. cit., 75.

(5) François Perroux dirigea avec Jacques Madaule la revue maréchaliste *La Communauté française* publiée à Paris - sous l'occupation nazie - en 1941-42 et collabora à *Idées*, revue de la *Révolution Nationale*. Entre 1942 et 1944 il rédigea, soit seul, soit en collaboration avec Yves Urvoy, divers ouvrages aux titres édifiants: *La Charte du Travail*, *Économie planiste*, *Esprit du nouvel ordre politique*, *Ordre communautaire*, *Syndicalisme et communauté de travail*, *Communauté et société*, *Le sens du nouveau droit au travail*, *Théorie de la communauté*, etc... Yves Urvoy fut exécuté à la Libération. Plus chanceux - ou mieux «*protégé*» - François Perroux devint professeur à l'I.E.P. de Paris (1946-1952) et au *Collège de France*. De 1957 à 1960 il appartint à la rédaction des *Cahiers de la République* dirigés par Pierre Mendès-France.

(6) op. cit., 119 n.

Par le plus heureux des hasards - et ceux qui y croient peuvent y voir la main d'une divine providence - Gilbert Declercq, militant de la JOC, puis de l'ACO, fréquentait l'équipe *Économie et Humanisme* de la région nantaise (7). C.Q.F.D...T.

LA PERVERSION DE LA LAÏCITÉ:

De la planification démocratique, en passant par l'autogestion, puis le socialisme autogestionnaire, on arrive à l'entrée en force des petits soldats de Jésus «*déconfessionnalisés*» dans le nouveau *Parti Socialiste*. Car, pour eux aussi, le syndicalisme n'est qu'un marche-pied du politique.

«*Mais à la perversion du syndicalisme et à celle du socialisme, il faut en ajouter une troisième à l'actif de la CFDT, celle de la laïcité*» (8).

Tenus par leurs liens avec des politiciens dont l'objectif était d'arriver au pouvoir à l'occasion d'une élection présidentielle, les dirigeants du CNAL, donc de la FEN, ont lamentablement capitulé devant les néo-cléricaux soutenus par les stalinien (compromis historique oblige!). En 1972 la CFDT fut acceptée parmi les organisations soutenant le CNAL. Elle y vint avec tout son bagage idéologico-politique et bien décidée à le faire valoir. A partir de ce moment, sous la double poussée de la «*stratégie autogestionnaire*» au sein de l'école propulsée par le SGEN (dont on ne dénoncera jamais assez fort le rôle primordial dans toutes ces opérations), et de la fédération CFDT de l'enseignement privé visant à faire participer les associations cléricales au domaine pédagogique - double poussée tendue vers un même but -, on assista à une débauche d'idéologie où pour «*être de gauche*» (ou quand l'Être devient le Néant!) il fallait nécessairement soutenir «*la nouvelle laïcité*» (devenue par la suite «*laïcité ouverte*»), le «*pluralisme*» (absolument contraire à la neutralité), le «*projet éducatif*», la «*gestion tripartite*», la «*participation des usagers*» (9).

Mais par-delà les divergences théoriques que nous avons avec Denis Parigaux et sur lesquelles nous ne nous attardons pas car elles ont peu d'importance dans cette affaire - dans cette longue traque des néo-cléricaux pour enchrister la société -, nous devons insister sur un désaccord important dans l'analyse des événements de juin 1984, de leur préparation et de leurs conséquences.

Nous ne pensons pas que juin 1984 fut une défaite de la laïcité (10).

Nous observons:

- d'une part que la défaite de la laïcité était contenue dans le projet Savary et préparée par la formulation néocléricale de «*grand service unifié et laïque de l'Éducation nationale*»;
- d'autre part que, pour des raisons de basse politique politicienne, les partis de l'opposition ont mobilisé leur électorat par des slogans démagogiques et ont objectivement fait capoter (momentanément) un projet qui devait livrer l'école publique laïque aux néo-cléricaux (11).

Cela fait partie des ironies de l'histoire. Ironie peu appréciée par la majorité moderniste de l'épiscopat français dont on a pu constater qu'elle soutint la manifestation de juin 84 comme la corde soutient le pendu.

Ce qui est vrai - et là nous rejoignons Parigaux - c'est que la lutte continue entre deux positions antagonistes: soit l'intégration Église-État (ce qui implique l'intégration de l'école confessionnelle, conservant son «*caractère propre*», à l'école publique: le projet Savary), situation que souhaite l'Église et qu'elle

(7) Joseph DEBES, *Naissance de l'Action Catholique Ouvrière*, les Éditions Ouvrières, Paris 1982, 108 n.

(8) Parigaux, op. cit., 143.

(9) *Usager*: (parent d'élève), ce n'est pas une classe sociale!

(10) Parigaux, op. cit., 184.

(11) Pris dans le piège idéologique de l'affrontement-spectacle droite-gauche, les partis de l'opposition se voyaient déposséder d'un de leurs chevaux de bataille par leurs prétendus adversaires: ils ne pouvaient que saboter l'opération. De même, en 1969, la CFDT s'est prononcée officiellement contre le projet gaullien de «*sénat économique*», qui répondait pourtant à certaines de ses aspirations corporatistes, mais aujourd'hui le néo-corporatisme doit être instauré par «*la gauche*», parce que la sacralisation est «*à gauche*».

désigne par «*État laïc*», soit la séparation de l'Église et de l'État, la véritable laïcité, qu'il faut bien désigner par «*laïcité de l'État*» (12) et qui implique la suppression des fonds publics à l'enseignement privé et à l'enseignement confessionnel.

Mais ce «*projet*» clérical relatif à l'école n'est qu'une partie d'un ensemble plus vaste, couvrant toutes les structures sociales et proposant une solution de gestion de la «*crise*» du capitalisme: la construction d'une société corporatiste (si nécessaire baptisée «*socialiste autogestionnaire*» pour faire avaler la pillule par les aveugles et/ou naïfs et/ou imbéciles) bien évidemment toujours divisée en classes... harmonieusement unies, comme le *Corps Mystique du Christ*, sous le magistère bienveillant des représentants qualifiés du prétendu crucifié.

Selon les positions adoptées par rapport à ce projet nous constaterons qui sont nos alliés (ceux qui luttent contre l'enchristement) et qui sont nos ennemis (les enchristeurs).

Marc PRÉVÔTEL

L'ANARCHO-SYNDICALISTE
Organe de l'Union des Anarcho-Syndicalistes
N° commission paritaire: 63 485.
Abonnement 1 an: 50fr.; Soutien: 100fr.
Sylviane HOCHARD C.C.P. NANTES 40 92 48 U
Directeur de publication: A. HEBERT
Secrétaire de rédaction: Joël BONNEMAISON.

(12) Si, dans les deux cas, le rôle de l'État est le même (instrument de coercition au service de la classe possédante), ses formes d'intervention sont différentes: la laïcité de l'État et les libertés démocratiques sont compatibles, alors que l'*État laïc* (donc aux mains des cléricaux) est un instrument contre les libertés démocratiques.